

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1841

23 juillet 2015

### SOMMAIRE

Aktua Asset Acquisition Holdings, S.à r.l. ....	88323	Pinebeck S.A. ....	88328
Aktua Asset Acquisition, S.à r.l. ....	88325	Progress Capital S.A. ....	88327
Alice Management S.A. ....	88326	PURetail Dijon rue de la Liberté S.à r.l. ....	88329
Berbo S.à r.l. ....	88368	Quinlan Private Most Client Holdings S.à r.l. ....	88329
BZ Fine Funds ....	88329	V2 Investment S.à r.l. ....	88326
Clarity SPV 1 S.A. ....	88337	VXI Luxembourg S.à r.l. ....	88324
Copal International S.à r.l. ....	88340	WACO Projektmanagement A.G. ....	88322
Design Metal S.à r.l. ....	88327	Ware Investments S.à r.l. ....	88325
Fedon Industries S.r.l. ....	88348	Wellness House S.A. ....	88324
Grafias S.à r.l. ....	88332	Wertex S.A. ....	88325
Grodzisk DP SCSp ....	88331	WH Galileo GP GmbH S.C.S. ....	88326
Hereford Funds ....	88368	Windows International ....	88324
H.S. S.A.R.L. SPF ....	88327	Winslim S.à r.l. ....	88322
Les P'tits Bouchons SA ....	88330	WP VI Investments S.à r.l. ....	88322
Maple Bidco S.à r.l. ....	88355	W.W.T.T. World Wide Tyres Trading S.à r.l. ....	88323
Mapole Sàrl ....	88367	Xena S.A. ....	88322
M.A.R.S. Fund ....	88330	Zambon Advance Luxembourg S.A. ....	88325
Natixis-Cape S.A. ....	88326	ZHS Holding 2 ....	88323
OCM Starfish Holdings S.à r.l. ....	88330	ZHS Holding 3 ....	88323
Parthenos Seconda S.A. ....	88327	Zwise ....	88322
Pegase S.A. ....	88328		
Perinvest (Lux) Sicav ....	88328		

**WP VI Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 136.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015078919/9.

(150089745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

---

**Xena S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 153.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

XENA S.A.

Référence de publication: 2015082022/10.

(150093067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**WACO Projektmanagement A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 113.579.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015082005/10.

(150093648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Winslim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.  
R.C.S. Luxembourg B 170.764.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015082012/11.

(150093065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Zwise, Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 71, Geidgerweeg.  
R.C.S. Luxembourg B 162.366.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 mai 2015*

1. Le Conseil prend acte de la démission de Monsieur Pierre-François Mazziotta du poste Administrateur.
2. A l'unanimité, l'Assemblée nomme Monsieur Bastien Schils, né le 6 octobre 1988, à B-4000 LIEGE, demeurant à L-9943 HAUTBELLAIN, 3, Huldangerweeg, au poste d'Administrateur. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2017.

Weiswampach, le 2 juin 2015.

Pour extrait analytique sincère et conforme à l'original

Référence de publication: 2015082027/14.

(150093809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**W.W.T.T. World Wide Tyres Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 177.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015082003/9.  
(150092806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**ZHS Holding 3, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.  
R.C.S. Luxembourg B 197.035.

Il résulte d'un acte sous seing privé signé en date du 28 mai 2015 que la société ZHS Holding 1, avec adresse au 3, rue du Fort Rheinsheim, Luxembourg, société enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, a transféré 25,000 parts sociales ordinaires détenues par elle dans la Société à ZHS Holding 4, société immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 197024, avec adresse au 3, rue du Fort Rheinsheim, Luxembourg, avec prise d'effet au 28 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2015.

ZHS Holding 3

Signature

Référence de publication: 2015082031/16.

(150093837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Aktua Asset Acquisition Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 172.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015082068/12.

(150094344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

---

**ZHS Holding 2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.  
R.C.S. Luxembourg B 197.017.

Il résulte d'un acte sous seing privé signé en date du 28 mai 2015 que la société ZHS Holding 1, avec adresse au 3, rue du Fort Rheinsheim, Luxembourg, société enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, a transféré 25,000 parts sociales ordinaires détenues par elle dans la Société à ZHS Holding 4, société immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 197024, avec adresse au 3, rue du Fort Rheinsheim, Luxembourg, avec prise d'effet au 28 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2015.

ZHS Holding 2

Signature

Référence de publication: 2015082030/17.

(150093838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Windows International, Société Anonyme Holding.****Capital social: EUR 1.100.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 47.135.

*Extrait des résolutions adoptées par les administrateurs de la société en date du 1<sup>er</sup> juin 2015:*

- Le mandat d'administrateur de Christian Tailleur a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.
- Le mandat d'administrateur de Keimpe Reitsma a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.
- Le mandat d'administrateur d'Imperium Nominees Limited a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.
- Le mandat de Commissaire aux Comptes de TSM Services (Luxembourg) S.à r.l. a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015082011/17.

(150093311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Wellness House S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 141.513.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement rendu en date du 21 mai 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- WELLNESS HOUSE SA, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 8 Bd Royal,

Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Anita LECUIT, juge et liquidateur Me Marie-Christine GAUTIER, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Marie-Christine GAUTIER

22, rue Marie-Adelaïde

L-2128 Luxembourg

Référence de publication: 2015082007/18.

(150093082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**VXI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 986.412,01.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 174.800.

Par résolutions signées en date du 28 mai 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Manfred Schneider, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 30 avril 2015 et pour une durée indéterminée;
2. Nomination de Jessica Camilleri, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 30 avril 2015 et pour une durée indéterminée;
3. Acceptation de la démission d'Aurélien Vasseur, avec adresse professionnelle au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel de son mandat de gérant B, avec effet au 30 avril 2015;
4. Acceptation de la démission de Ruth Springham, avec adresse professionnelle au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg de son mandat de gérant B, avec effet au 30 avril 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2015.

Référence de publication: 2015082001/19.

(150093878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Zambon Advance Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 89.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZAMBON ADVANCE LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015082029/10.

(150093541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Ware Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 196.507.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 mai 2015.

Référence de publication: 2015082006/10.

(150093307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Aktua Asset Acquisition, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 172.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 mai 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015082069/12.

(150094342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

---

**Wertex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 140.586.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 12 mai 2015*

*Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société, avec effet au 20 mars 2015, à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg

Le Conseil d'Administration informe que les adresses de JALYNE SA et de PACBO EUROPE Administration et Conseil Sàrl ont changé également:

JALYNE SA, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg,

PACBO EUROPE Administration et Conseil Sàrl, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Patrice CROCHET.

Pour copie conforme

JALYNE S.A. / -

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015082008/22.

(150093992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Alice Management S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, Place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 151.921.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015082099/10.

(150094915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

---

**WH Galileo GP GmbH S.C.S., Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 130.888.

Veillez noter que le nom de l'associé Warburg-Henderson Kapitalanlagegesellschaft für Immobilien mbH a changé et est désormais Warburg-HIH Invest Real Estate GmbH, et se situe au Gertrudenstraße 9 20095 Hamburg, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015082009/13.

(150093668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**V2 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 35.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 37, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 171.764.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 26 mai 2015*

Le conseil de gérance de la Société a pris en date du 26 mai 2015 la résolution suivante:

1. Le conseil de gérance reconnaît le transfert du siège social de son associé unique du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 37, rue des Romains, L-2444 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 02 juin 2015.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2015082002/15.

(150093678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Natixis-Cape S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 85.137.

*Extrait des résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la Société en date du 30 avril 2015*

En date du 30 avril 2015, le Conseil d'Administration a pris la décision de nommer Monsieur Cyrille Marcilhacy demeurant au 5-7, rue de Montessuy, F-75007 Paris aux fonctions de président du Conseil d'Administration de la Société pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire devant approuver les comptes annuels pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 mai 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015079742/16.

(150090917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Design Metal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 52.357.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015078387/9.  
(150089788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

---

**H.S. S.A.R.L. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 169.934.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015078514/10.

(150090085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

---

**Progress Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 105.525.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2015079799/14.

(150090752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Parthenos Seconda S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 164.490.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 29 mai 2015*

*Résolutions:*

Le mandat des administrateurs et du réviseur d'entreprises agréé venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2015 comme suit:

*Conseil d'administration:*

- Madame Manuela D'Amore, employée privée, demeurant professionnellement à L-2346 Luxembourg, 20, Rue de la Poste, Administrateur;

- Madame Hélène Mercier, employée privée, demeurant professionnellement à L-2346 Luxembourg, 20, Rue de la Poste, Administrateur;

- Monsieur Thomas Dewé, employé privé, demeurant professionnellement à L-2346 Luxembourg, 20, Rue de la Poste, Administrateur;

*Réviseur d'entreprises agréé*

KPMG Luxembourg, 39 Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079807/21.

(150091495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Perinvest (Lux) Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 134.860.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 24 avril 2015*

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Riccardo MILLICH, Frédéric ADAM, Ismael SASSI et Malcolm JENNINGS, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,
2. de réélire Ernst & Young S.A. en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

*Pour PERINVEST (LUX) SICAV*

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

*Agent Domiciliaire*

Référence de publication: 2015079817/17.

(150091551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Pegase S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 42.741.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 20 mars 2015*

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration prend à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet immédiat:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour copie conforme

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015079815/18.

(150090886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Pinebeck S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 141.926.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par jugement commercial VI no 530/15 du 21 mai 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société anonyme PINEBECK en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita LECUIT, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Laurent BIZZOTTO, avocat, demeurant à Luxembourg.

Les créanciers sont invités à déposer leurs déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de ce siège avant le 12 juin 2015.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour extrait conforme

Laurent BIZZOTTO

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015079822/19.

(150090519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---



**Quinlan Private Most Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.389.950,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 133.987.

Par résolutions signées en date du 29 avril 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Eric Delaney, avec adresse professionnelle à Embassy House, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande, au mandat de gérant de type A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Sandra Atkinson, avec adresse professionnelle à Embassy House, Ballsbridge, Dublin 4, Irlande de son mandat de gérant de type A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 mai 2015.

Référence de publication: 2015079834/15.

(150091347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

**PURetail Dijon rue de la Liberté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 268.892,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 168.996.

I. Par résolutions signées en date du 11 mars 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Michael Lange, avec adresse professionnelle au 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Nicholas Ireland, avec adresse au 6, Kenilworth Gate, FK9 4RG Bridge of Allan, Scotland, Royaume-Uni, de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

II. La dénomination de l'associé unique a changé et est désormais PURetail Luxembourg Holding Company S.à r.l., avec siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015079830/17.

(150091267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

**BZ Fine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
R.C.S. Luxembourg B 157.402.

*Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der BZ Fine Funds*

Die Ordentliche Generalversammlung des BZ Fine Funds vom 1. Juni 2015 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl des Verwaltungsrates stellen sich:

- Julien Zimmer, Vorsitzender
- Dr. Ralph Stadler, stellv. Vorsitzender
- Ulrich Juchem, Mitglied

Alle Herren mit Berufsadresse: 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016, als Verwaltungsrat gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016 Deloitte Audit S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Juni 2015.

*Für BZ Fine Funds*

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2015080226/22.

(150092351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

**OCM Starfish Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 171.825.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2015.

Référence de publication: 2015077912/10.

(150089337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

---

**Les P'tits Bouchons SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 88.057.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2015079627/14.

(150090829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**M.A.R.S. Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 92.303.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, tenue à Luxembourg, le 27 avril 2015:*

1. L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat des Administrateurs suivants, pour une période d'un an se terminant avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de 2016 qui approuvera les comptes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015:

- Monsieur Olivier NEAU, Administrateur
- Monsieur Emmanuel COURANT, Administrateur

2. L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer Monsieur Alain GARO en remplacement de Monsieur Benoît de MOULINS de ROCHEFORT, pour une période d'un an se terminant avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de 2016 qui approuvera les comptes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015.

3. L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers Société Coopérative en tant que Réviseur d'Entreprises agréé, pour une période d'un an se terminant avec l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de 2016 qui approuvera les comptes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

*Administrateurs:*

- Monsieur Olivier NEAU, 1 rue de Mouzin, F-78230 le Pecq

Monsieur Emmanuel COURANT, Edmond de Rothschild Private Equity Partners, 47 Rue du Faubourg Saint-Honoré F - 75008 PARIS

- Monsieur Alain GARO, Edmond de Rothschild Private Equity Partners, 47 Rue du Faubourg Saint-Honoré F - 75008 PARIS

*Réviseur d'Entreprises agréé:*

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, ayant son siège social à 2 rue Gerhard Mercator L - 2182 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Référence de publication: 2015077850/30.

(150089353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

---

**Grodzisk DP SCSp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 197.061.

*Excerpts of the limited partnership agreement (the "Agreement") of Grodzisk DP SCSp, a special limited partnership, executed on 21 May 2015*

**1. Partners who are jointly and severally liable.** Grodzisk GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) being registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 196.597 (the "General Partner").

**2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.**

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Grodzisk DP SCSp" (the "Partnership"),

(ii) Purpose

The object (objet social) of the Partnership is (i) the holding of participations consisting of interests and rights of any kind in Luxembourg and foreign Entities and/or other arrangements and in any other form of investment, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange, or otherwise, of securities of any kind and (iii) the administration, management, control and development of its portfolio.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the Entities in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group as the Partnership.

An additional purpose of the Partnership is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign Entities, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other Entities.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

**3. Designation of the manager and Signatory powers.** The Partnership shall be managed by Grodzisk GP S.à r.l. in its capacity of General Partner of the Partnership.

The General Partner is vested with the broadest powers to carry out all acts necessary or useful for accomplishing the object of the Partnership. All powers not expressly reserved by law or by this Agreement to a general meeting of Partners are in the competence of the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of this Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis à vis the Partnership or its Partners shall be limited to wilful misconduct (dol) or gross negligence (negligence grave).

**4. Date on which the Partnership commences and Date on which it ends.** The Partnership commences as from 21 May 2015, for an indefinite term.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

**1. Associés Commandités tenus conjointement et solidairement responsables.** Grodzisk GP S.à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,500 (douze mille cinq cent euros) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.597 (l'«Associé Commandité»).

**2. Dénomination, Objet social, Siège social et Exercice social.**

(i) Dénomination

La dénomination de la société en commandite spéciale est: «Grodzisk DP SCSp» (la «Société»).

(ii) Objet social

La Société a pour objet (i) la détention de participations se composant d'intérêts et de droits de toute nature, dans des Entités du Grand-Duché de Luxembourg ou étrangères et/ou dans tout autre dispositif et toute autre forme d'investissement, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou autre, de titres de toute nature et (iii) l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société pourra également se porter garante, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister les Entités dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de toute autre nature ou qui font partie du même groupe que la Société.

La Société a également pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, en ce compris la détention directe ou indirecte de participations dans des Entités luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut réaliser toutes les activités qui servent directement ou indirectement son objet. La Société exerce tous les droits et obligations liés aux parts ou intérêts qu'elle détient dans d'autres Entités.

(iii) Siège social

Le siège social de la Société est fixé au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

**3. Désignation des gérants et Pouvoir de signature.** La Société sera gérée par Grodzisk GP S.à r.l. en sa qualité d'Associé Commandité de la Société.

L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la loi ou par le présent contrat social relèvent de la compétence de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité doit gérer la Société en application des dispositions du Contrat ou à tout le moins dans l'intérêt de la Société. La responsabilité de l'Associé Commandité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés doit être limitée au cas de dol ou de négligence grave.

**4. Date de création de la Société et de son terme.** La Société est créée le 21 mai 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2015078489/79.

(150089434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

---

**Grafias S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 69.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 134.222.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Grafias S.à r.l., a limited liability company, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of sixty-nine thousand five hundred euro (EUR 69,500), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.222 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated November 21<sup>st</sup>, 2007 published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Memorial C") under number 50 dated January 9<sup>th</sup>, 2008 and whose Articles of Association have been amended for the last time by deed enacted by the undersigned notary on April 22<sup>nd</sup>, 2009, published in the Mémorial C under number 982 dated May 11<sup>th</sup>, 2009 (the "Company").

The meeting is presided by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

who appoints as secretary Mr Liridon ELSHANI, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Corinne PETIT, prenamed.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholder present or represented and the number and class of shares held by him are shown on an attendance list which is signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said attendance list as well as the proxy "ne varietur" will be registered with this deed.

II. It appears from the attendance list, that all of the two hundred fifty-six (256) Ordinary Shares and all of the one thousand one hundred thirty-four (1,134) Preferred Shares, representing the entirety of the statutory capital of the Company, are represented in this extraordinary general assembly. The sole shareholder declares having been informed on the agenda of the meeting on beforehand and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the aforesaid agenda of the meeting.

III. The agenda of the meeting is the following:

### *Agenda*

1. Approval of the distribution to the legal reserve;
2. Approval of the redemption of all Class I Preferred Shares at a Cancellation Value per Share as determined by the Board pursuant to the articles of the Company so as to proceed to the liquidation of an entire class of shares of the Company, cancellation of 126 Class I Preferred Shares and consequential reduction of the issued share capital of the Company.
3. Delegation of power.
4. Consequential amendment of article eight and ten of the articles of association of the Company so as to delete all references to Class I shares and to provide for the new issued share capital amount of the Company.

After approval of the foregoing, the sole shareholder decides what follows:

#### *First resolution*

The sole shareholder approved the allocation of six thousand three hundred and twenty euro (EUR 6,320) to the legal reserve.

#### *Second resolution*

The sole shareholder approved the repurchase of all Class I Preferred shares at the Cancellation Value per Share determined by the Board of managers pursuant to the articles of the Company and the liquidation of the entire class of shares, namely Class I Preferred shares, as indicated in the minutes of the Board of managers of April 30<sup>th</sup>, 2015.

The said minutes of the Board of managers, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The sole shareholder thus resolved to cancel the one hundred and twenty-six (126) Class I Preferred shares and to consequentially reduce the issued share capital of the Company by an amount of six thousand three hundred euro (EUR 6,300) so that the issued share capital is consequentially to the present reduction set at sixty-three thousand two hundred euro (EUR 63,200).

The sole shareholder approves the distribution by the Company of the Cancellation Value relating to Class I Preferred shares in cash and/or in kind in accordance with the articles of the Company to the Class I shareholder in one or more instalments as determined by the Board.

#### *Third resolution*

The sole shareholder decides to confer all powers to any member of the board of managers in order to implement the necessary bookkeeping amendments, to cancel the redeemed shares and to organise the payment of the redemption price to the shareholder of the Company. In particular, the board of managers shall determine the portion of the redemption price in excess of the nominal value of the redeemed shares and the way to fund it.

#### *Fourth resolution*

As a consequence of the above resolutions, the sole shareholder resolves to amend articles 8 and 10 of the Articles of association of the Company so as to delete all references to Class I shares. Articles 8 and 10 now shall be read as follows:

" **Art. 8.** The Company's capital is set at sixty-three thousand two hundred euro (EUR 63,200), represented by two hundred and fifty-six (256) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), one hundred and twenty-six (126) class A preferred shares (the “Class A Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class B preferred shares (the “Class B Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class C preferred shares (the “Class C Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class D preferred shares (the “Class D Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class E preferred shares (the “Class E Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class F preferred shares (the “Class F Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class G preferred shares (the “Class G Preferred Shares”), one hundred and twenty-six (126) class H preferred shares (the “Class H Preferred Shares”), and together with the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares, the Class E Preferred Shares, the Class F Preferred Shares, the Class G Preferred Shares, the Class H Preferred Shares (the “Preferred Shares” and together with the Ordinary Shares, the “shares”), being a total of one thousand two hundred sixty-four (1,264) shares of a nominal value of fifty euro (EUR 50) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by decision of the extraordinary general meeting of shareholders resolving at the majorities required for the amendment of the present articles.”

" **Art. 10.**

10.1 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the Preferred Shares in issue in such Class(es).

10.2 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more Classes of Preferred Shares, the holders of Preferred Shares of the repurchased and cancelled Class(es) of Preferred Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined herebelow) for each Preferred Share of the relevant Class(es) held by them and cancelled.

10.3 Each Class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of a redemption of such class, to the Available Amount for the relevant Period to which the class relates pursuant to the present articles:

10.3.1 The Period for Class A Preferred Shares is the period starting on the day of incorporation and ending on the Interim Account Date for the Class A 2007 Interim Accounts (the “Class A Period”);

10.3.2 The Period for Class B Preferred Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on the Interim Account Date for Class B 2008 Interim Accounts (the “Class B Period”),

10.3.3 The Period for Class C Preferred Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending on the Interim Account Date for the Class C 2009 Interim Accounts (the “Class C Period”);

10.3.4 The Period for Class D Preferred Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending on the Interim Account Date for the Class D 2010 Interim Accounts (the “Class D Period”);

10.3.5 The Period for Class E Preferred Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on the Interim Account Date for the Class E 2011 Interim Accounts (the “Class E Period”);

10.3.6 The Period for Class F Preferred Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on the Interim Account Date for the Class F 2012 Interim Accounts (the “Class F Period”);

10.3.7 The Period for Class G Preferred Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on the Interim Account Date for the Class G 2013 Interim Accounts (the “Class G Period”);

10.3.8 The Period for Class H Preferred Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending on the Interim Account Date for the Class H 2014 Interim Accounts (the “Class H Period”); and

10.3.9 For the avoidance of doubt, if there has been no Interim Account Date for a certain Class, the Period of such Class will end on the last day of the third month following the first year-end after the start date of the relevant Class Period.

10.4 In the event a Preferred Class of Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the holders of such class shall become entitled, in case of a redemption and cancellation of the relevant class, to the Available Amount for a new period (the “New Period”) which shall start of the date after the last Class Period (or as the case may be the immediately preceding New Period of another class) and end on the Interim Account Date of the Interim Accounts prepared for the repurchase and cancellation of such Class of Preferred Shares, provided that if there is no Interim Account Date for such Class, the Period of such Class will end on the last day of the third month following the first year end after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the date after the Class D Period and the Classes of Preferred Shares not repurchased and not cancelled in their Period as per article 10.3.1 to 10.3.8 shall come in the order of Class A to Class H (to the extent not previously repurchased and cancelled).

10.5 In the case of a redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such Class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share calculated as follows: (i) nominal value per Preferred Share to be cancelled plus Available Amount (ii) divided by the Number of Preferred Shares in the Issue in the Class to be repurchased and cancelled.

Any amendments to the present article 10 shall be subject to the unanimous decision of the sole shareholder (as the case may be) or the unanimous decision at a general meeting of shareholders to be held with a 100% quorum of all shares in issue.”

#### *Costs*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand six hundred euro (EUR 1,600).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Grafias S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social de soixante et un mille quatre cents euros (61.400.- EUR), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.222 et constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, le 21 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 50 du 9 janvier 2008 dont les statuts

ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire le 22 avril 2009, publié au Mémorial C, numéro 982 du 11 mai 2009 (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

désignant comme secrétaire, Monsieur Liridon ELSHANI, employé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Corinne PETIT, prénommée.

Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'associé présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations «ne varietur», une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Il ressort de la liste de présence que la totalité des deux cent cinquante-six (256) parts sociales ordinaires et la totalité des mille cent trente-quatre (1.134) parts sociales préférentielles représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés. L'assemblée est dès lors constituée régulièrement et peut délibérer et décider de l'ordre du jour cité ci-dessous.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Distribution à la réserve légale;

2. Approbation du rachat de toutes les parts sociales préférentielles de Classe I à une Valeur d'Annulation par Action déterminée par le Conseil de Gérance par application des statuts de la Société afin de procéder à la liquidation d'une classe entière de parts sociales de la Société, à l'annulation de 126 parts sociales préférentielles de Classe I et à la réduction du capital social de la Société;

3. Délégation de pouvoir;

4. Modification de l'article huit et dix des statuts de la Société de manière à éliminer toute référence aux parts sociales préférentielles de Classe I et à mentionner le nouveau montant du capital social de la Société.

Après approbation de ce qui précède, il a été décidé à l'unanimité ce qui suit:

#### *Première résolution*

L'associé unique approuve la distribution d'un montant de six mille trois cent vingt euros (6.320.- EUR) à la réserve légale.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique approuve le rachat de toutes les parts sociales préférentielles de Classe I à une Valeur d'Annulation par Action déterminée par le Conseil de Gérance par application des statuts de la Société et la liquidation de l'entièreté de la classe de parts, nommément les parts sociales préférentielles de Classe I, tel qu'indiqué dans le procès-verbal du Conseil de Gérance du 30 avril 2015.

Ledit procès-verbal signé «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'associé unique décide ainsi d'annuler les cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de Classe I et, par conséquent, de réduire le capital social de la Société à concurrence de six mille trois cent euros (6.300.- EUR) pour le ramener de son montant actuel à soixante-trois mille deux cents euros (63.200.- EUR).

L'associé unique approuve la distribution par la Société de la Valeur d'annulation par actions liées aux parts sociales préférentielles de Classe I en numéraire et/ou en nature en vertu des statuts de la Société aux porteurs des parts sociales préférentielles de Classe I en une seule ou plusieurs libérations définies par le Conseil de Gérance.

#### *Troisième résolution*

L'associé unique octroie tous pouvoirs à chacun des membres du conseil de gérance pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, pour annuler les parts rachetées et organiser le paiement du prix de rachat aux associés de la Société. Plus particulièrement, le conseil de gérance devra déterminer la portion du prix de rachat excédant la valeur nominale des parts rachetées et la manière de la financer.

#### *Quatrième résolution*

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'associé unique décide de modifier l'article 8 et 10 des statuts de la Société de manière à éliminer toute référence aux parts sociales préférentielles de Classe I. Les articles 8 et 10 auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital de la Société est de soixante-trois mille deux cents euros (63.200.- EUR), représenté par deux cent cinquante-six (256) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe A (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe A»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles

de classe B (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe B»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe C (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe C»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe D (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe D»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe E (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe E»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe F (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe F»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe G (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe G»), cent vingt-six (126) parts sociales préférentielles de classe H (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe H»), et ensemble avec les Parts Sociales Préférentielles de Classes A, les Parts Sociales Préférentielles de Classe B, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C, les Parts Sociales Préférentielles de Classe D, les Parts Sociales Préférentielles de Classe E, les Parts Sociales Préférentielles de Classe F, les Parts Sociales Préférentielles de Classe G, les Parts Sociales Préférentielles de Classe H (les «Parts Sociales Préférentielles») et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «parts sociales», étant un total de mille deux cent soixante-quatre (1,264) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante euros (50.- EUR) chacune. Le capital social de la société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés décidant à la majorité requise pour la modification de ces statuts.»

**« Art. 10.**

10.1 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de parts sociales notamment par l'annulation d'une ou plusieurs classe(s) entières de Parts Sociales Préférentielles par le rachat ou l'annulation de toutes les Parts Sociales Préférentielles émises dans cette/ces Classe(s).

10.2 Au cas où le capital est réduit par le rachat ou l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales Préférentielles, les détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de la ou des Classe(s) rachetées ou annulées devra recevoir de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action (tel que défini plus bas) pour toute Part Sociale Préférentielle de la Classe concernée qu'ils détiennent et qui a été annulée.

10.3 Chaque Classe de Parts Sociales Préférentielles donne droit à son détenteur pro rata à sa détention dans cette classe, en cas de rachat de cette classe, au Montant Disponible pour la période concernée à laquelle la classe se rattache suivant les présents statuts.

10.3.1. La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe A est la période débutant du jour de la constitution de la société et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe A 2007 (la «Période Classe A»);

10.3.2 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe B est la période débutant le jour après la Période Classe A et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe B 2008 (la «Période Classe B»);

10.3.3 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe C est la période débutant le jour après la Période Classe B et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe C 2009 (la «Période Classe C»);

10.3.4 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe D est la période débutant le jour après la Période Classe C et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe D 2010 (la «Période Classe D»);

10.3.5 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe E est la période débutant le jour après la Période Classe D et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe E 2011 (la «Période Classe E»);

10.3.6 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe F est la période débutant le jour après la Période Classe E et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe F 2012 (la «Période Classe F»);

10.3.7 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe G est la période débutant le jour après la Période Classe F et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe G 2013 (la «Période Classe G»);

10.3.8 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe H est la période débutant le jour après la Période Classe G et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe H 2014 (la «Période Classe H»).

10.3.9 Pour éviter tout doute, s'il n'y a pas eu de Date Comptable Intérimaire pour une certaine Classe, la Période de cette Classe se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la première clôture annuelle de la date de début de la Période de la Classe concernée.

10.4 Pour le cas où une Classe de Parts Sociales Préférentielles n'a pas été rachetée et annulée endéans la Période de la Classe concernée, les détenteurs de cette classe obtiendront le droit, en cas de rachat ou d'annulation de la classe concernée, au Montant Disponible pour une nouvelle période (la «Nouvelle Période») qui débutera à la date après la dernière Période d'une Classe (ou le cas échéant la Nouvelle Période immédiatement précédente d'une autre Classe) et se termine à la Date Comptable Intérimaire des Comptes Intérimaires préparés pour le rachat et l'annulation d'une telle Classe de Parts Sociales Préférentielles, pourvu que s'il n'a pas de Date Comptable Intérimaire d'une telle Classe, la Période de cette Classe se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la fin de la première année après la date de début de telle Nouvelle Période. La première Nouvelle Période débutera à la date après la Période de la Classe D et les Classes de Parts Préféren-



tielles non rachetées et non annulées pendant leur Période comme prévu par les articles 10.3.1 à 10.3.8 viendront dans l'ordre de Classe A à Classe H (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées ou annulées auparavant).

10.5 En cas de rachat d'une Classe de Parts Sociales Préférentielles, les détenteurs de cette Classe de Parts Sociales Préférentielles recevront la Valeur d'Annulation par Part calculée de la façon suivante: (i) valeur nominale par Part Sociale Préférentielle à annuler plus Montant Disponible (ii) divisé par le Nombre de Parts Sociales Préférentielles émises dans la Classe à racheter et annuler.

Toute modification du présent article 10 devra être soumise à la décision de l'unique détenteur de Parts Sociales (le cas échéant) ou à la décision unanime de l'assemblée générale des associés qui devra se tenir avec un quorum de 100% de toutes les parts sociales émises.»

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué à environ mille six cents euros (1.600.- EUR)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête des comparants, le présent acte est établie en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Petit, L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11155. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Référence de publication: 2015078487/280.

(150090378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

#### **Clarity SPV 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 168.335.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of May.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of shareholders of Clarity SPV 1 S.A., Société anonyme, with a registered office at 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168.335, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 16 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1336 of 30 May 2012 (the "Company").

The meeting was opened with Mrs Alexia UHL, employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

Who appointed as secretary Mr Christian DOSTERT, employee, residing professionally in Luxembourg,

The meeting elected as scrutineer Mrs Emmanuelle BAUER, attorney-at-law, professionally residing at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the meeting is held with the following:

#### *Agenda*

1. Resignation of the KPMG Luxembourg as external independent auditor;
2. Discharge to KPMG Luxembourg for the performance of its duties as external independent auditor as of the incorporation of the company until 28 April 2015;
3. Amendment of chapter IV, and articles 15 and 21.2 of the company's articles of incorporation as follows:

#### **"Chapter IV. - Directors, Board of Directors, Statutory Auditors"**

##### **" Art. 15. Statutory Auditors.**

15.1 The accounts of the Company are audited by one (1) or more statutory auditors, which may be shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders.

15.2 The statutory auditor is re-eligible”.

“ **Art. 21. Business year.**

21.1 (...)

21.2 The Board of Directors or the Sole Director shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the statutory auditor(s) who shall make a report containing comments on such documents.”

4. Appointment of Victor Johannes Maarten Heggelman, born on 13 February 1976 in the Netherlands, professionally residing in Luxembourg, as statutory auditor of the Company with effect as of 29 April 2015 until the holding of the annual general meeting of shareholders of 2016.

5. Miscellaneous.

II. - That the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholder will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III. - That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholder declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution:*

The general meeting takes due note of the resignation of the Company’s external independent auditor, KPMG Luxembourg, Société Coopérative, established and having its registered office in L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F.Kennedy, registered with the Trade and Companies’ Registry of Luxembourg under number B149.133, with effect as of 28 April 2015.

*Second resolution*

The general meeting decides to grant full discharge to KPMG Luxembourg for its duties as external auditor of the Company as of the incorporation of the Company until 28 April 2015.

*Third resolution*

The general meeting decides to amend chapter IV, and articles 15 and 21.2 of the Company’s articles of incorporation, as follows:

**“Chapter IV. - Directors, Board of Directors, Statutory Auditors**

“ **Art. 15. Statutory Auditors.**

15.1 The accounts of the Company are audited by one (1) or more statutory auditors, which may be shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders.

15.2 The statutory auditor is re-eligible”.

“ **Art. 21. Business year.**

21.1 (...)

21.2 The Board of Directors or the Sole Director shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the statutory auditor(s) who shall make a report containing comments on such documents.”

*Fourth resolution*

The general meeting decides to appoint Victor Johannes Maarten Heggelman, born on 13 February 1976 in the Netherlands, professionally residing in Luxembourg, as statutory auditor of the Company with effect as of 29 April 2015 until the holding of the annual general meeting of shareholders of 2016.

There being no further business, the meeting is closed.

*Statement*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the board of the meeting signed together with the notary, this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Clarity SPV 1 S.A.», ayant son siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.335, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 16 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1336 du 30 mai 2012 (la Société).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Christian DOSTERT, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Emmanuelle BAUER, avocate, résidant professionnellement à 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

#### *Ordre du jour*

1. Démission de KPMG Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé;
2. Décharge à KPMG Luxembourg pour l'exercice de ses fonctions en tant que réviseur d'entreprises agréé depuis la constitution de la société jusqu'au 28 avril 2015.
3. Modification du chapitre IV, et des articles 15 et 21.2 des statuts de la société comme suit:

#### **«Chapitre IV. - Administrateurs, Conseil d'Administration, Commissaires»**

##### **« 15. Commissaires.**

15.1 Les comptes de la Société sont contrôlés par un (1) ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

15.2. Le commissaire est ré-éligible».

##### **« Art. 21. Année sociale.**

21.1 (...).

21.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, au(x) commissaire(s) qui commentera(ont) ces documents dans leur rapport.»

4. Nomination de Monsieur Victor Johannes Maarten Heggelman, né le 13 février 1976 aux Pays-Bas, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que commissaire avec effet au 29 avril 2015 jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2016.

5. Divers.

II.- Que l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes, la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution:*

L'assemblée générale prend note de la démission du réviseur d'entreprises agréé de la Société, KPMG Luxembourg, Société Coopérative, ayant son siège social à 39, avenue J.F.Kennedy, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133 avec effet au 28 avril 2015.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée générale décide d'accorder décharge à KPMG Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréée de la Société depuis la constitution de la Société jusqu'au 28 avril 2015.

*Troisième résolution:*

L'assemblée générale décide de modifier le chapitre IV, et les articles 15 et 21.2 des statuts de la Société comme suit:

**«Chapitre IV. - Administrateurs, Conseil d'Administration, Commissaires»**

**« 15. Commissaires.**

15.1 Les comptes de la Société sont contrôlés par un (1) ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

15.2. Le commissaire est ré-éligible.»

**« Art. 21. Année sociale.**

21.1 (...).

21.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, au(x) commissaire(s) qui commentera(ont) ces documents dans leur rapport.”

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Victor Johannes Maarten Heggelman, né le 13 février 1976 aux Pays-Bas, résidant professionnellement à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, en tant que commissaire avec effet au 29 avril 2015 jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2016.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. DOSTERT, E. BAUER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 mai 2015 2LAC/2015/10851. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015080241/164.

(150091852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

**Copal International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 197.177.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of May.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned

THERE APPEARED:

IK VII LIMITED, a company incorporated and existing under the Laws of Jersey, with registered office at Charles Bisson House 3<sup>rd</sup> Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey, Channel Islands JE2 3RA, acting in its capacity as General Partner of IK VII GP, S.L.P (acting in its capacity as General Partner of IK VII No. 1 Limited Partnership, IV VII No.2 Limited Partnership, IK VII No. 3 Limited Partnership and IK VII No.4 Limited Partnership),

here represented by Mrs. Catherine DESSOY, “avocat à la Cour”, residing at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented ad aforesaid, has requested the notary to draw up the following by-laws of a Société à responsabilité limitée (the “Company”) which she declares to incorporate.

### **Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a Société à responsabilité limitée, limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of 10 August 1915 on commercial companies on "Sociétés à responsabilité limitée", as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is "Copal International S.à r.l."

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed, including authorising its subsidiaries to do the same; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Leudelange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### **Capital - Shares**

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand and five hundred Euros), represented by 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares of EUR 1.- (one Euro) each.

The subscribed share capital may be changed at any time by decision of the sole shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner provided for amendments to the articles of association.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorized and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, will be complied with.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

## Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers either shareholders or not, appointed by the shareholders with or without limitation of their period of office.

The manager(s) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

The powers and the remuneration of any managers possibly appointed to or in place of the first managers will be determined in the act of nomination.

In the case of one sole manager, the sole signature of this manager shall bind the Company.

In case of plurality of managers, the Company will be bound by the joint-signature of any two managers.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing, transmitted either by ordinary mail, electronic mail, telefax, cable, telegram or telex, another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Meetings held by these means will be deemed held at the registered office.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Circular resolutions of the board of managers can be validly taken if approved in writing and signed by all of them in person. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings, duly convened. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature

## Shareholders decisions

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five (25).

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopy.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held at the registered office or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of 10 August 1915 on Sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

## Financial year - Balance sheet

**Art. 16.** The Company's financial year begins on 1<sup>st</sup> January and closes on 31<sup>st</sup> December.

**Art. 17.** Each year, as of 31 December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

#### **Interim dividend**

**Art. 20.** Notwithstanding the provisions of the article twenty, the general meeting of partners of the Company, by the majority vote determined by the Law for payment of dividend, upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a recent interim statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager itself (as the case may be), and showing that sufficient reserves are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 21.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

#### **Applicable law**

**Art. 22.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### *Transitory measures:*

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on 31 December 2015.

#### *Subscription / Payment:*

Thereupon IK VII LIMITED, prenamed, acting on the above capacity, represented by Mrs. Catherine DESSOY, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy, declared to subscribe in the name and on behalf of IK VII N°1 Limited Partnership, IK VII N°2 Limited Partnership, IK VII N°3 Limited Partnership, IK VII N°4 Limited Partnership to the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares which will be allocated as follows, and to have them fully paid up by payment in cash:

	Number of shares	Shares Nominal (EUR)
IK VII N°1 Limited Partnership . . . . .	3,789	3,789.-
IK VII N°2 Limited Partnership . . . . .	2,768	2,768.-
IK VII N°3 Limited Partnership . . . . .	3,157	3,157.-
IK VII N°4 Limited Partnership . . . . .	2,786	2,786.-
TOTAL . . . . .	12,500	12,500.-

All the shares have been subscribed and fully paid-up by the subscribers aforesaid so that as from now on, the Company has at its free and entire disposal the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) as was certified to the undersigned notary, who states it.

### Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,500.- (one thousand five hundred Euros).

#### *Resolutions of the shareholders:*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. Are appointed as managers for an undetermined duration of the Company:

- Mr. James YATES, with professional address at Brettenham House, 5, Lancaster Place, London WC2E 7EN, United Kingdom, born on the 22 June 1972 in Chelmsford, United Kingdom;

- Mr. Shaun JOHNSTON, with professional address at 30-32 New Street, St. Helier, Jersey JE2 3RA, Channel Islands, born on the 14 June 1965 in Birmingham, United Kingdom;

- Mrs. Sandrine ANTON, with professional address at L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie, born on the 21 June 1972 in Algrange, France;

- Mrs. Catherine DESSOY, with professional address at 31 rue d'Eich L-1461 Luxembourg, born on the 14 December 1963 in Namur, Belgium.

The Company shall be bound in accordance with article eleven of the By-Laws.

2. The Company shall have its registered office in L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

WHEREOF, the undersigned notary has set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, Notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai.

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée,

#### A COMPARU:

IK VII LIMITED, une société constituée et régie sous les lois de Jersey, ayant son siège social à Charles Bisson House 3<sup>rd</sup> Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey, Iles Anglo-Normandes, JE2 3RA, agissant en sa qualité d'Associé Commandité de IK VII GP, S.L.P (agissant en sa qualité d'Associé Commandité de IK VII No. 1 Limited Partnership, IV VII No.2 Limited Partnership, IK VII No. 3 Limited Partnership and IK VII No.4 Limited Partnership),

ici représentée par Maître Catherine DESSOY, avocat à la Cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par la mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée (la "Société") qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "Copal International S.à r.l."

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie de parts sociales ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding,



filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou auxdites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée, incluant des autorisations à ses filiales pour faire la même chose; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet. La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré-décrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1,- (un Euro) chacune.

Le capital souscrit peut être modifié sur décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par décision de l'assemblée des associés statuant de la même manière que pour une modification des statuts.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

S'il n'y a qu'un seul gérant, la société sera valablement engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défenseurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est action-

naire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit, transmis par courrier simple, courrier électronique, télécopie, câble, télégramme ou télex, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues.

Chaque gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux personnes y prenant part, d'entendre chacune d'entre elles. La participation aux réunions tenues par ces moyens de communication est équivalente à la participation en personne à ces réunions. Les réunions tenues par ces moyens seront considérées comme tenues au siège social.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer ou agir qu'autant qu'au moins une majorité des gérants est présente ou représentée aux réunions du conseil de gérance. Les décisions doivent être prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

Les résolutions circulaires du conseil de gérance peuvent être valablement prises si elles sont approuvées par écrit et signées par tous les gérants en personne. Une telle approbation peut être exprimée sur un seul ou plusieurs documents envoyés par fax ou par e-mail. Ces résolutions auront le même effet que les résolutions votées à un conseil de gérance dûment convoqué. La date de telles résolutions circulaires sera celle de la dernière signature.

#### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq).

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra au siège social ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

#### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

#### **Dividendes intérimaires**

**Art. 20.** Nonobstant les dispositions de l'article 20, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intérimaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

#### **Loi applicable**

**Art. 22.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Disposition transitoire:*

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

#### *Souscription / Libération:*

Le capital a été souscrit de la manière suivante:

IK VII LIMITED, prénommée, agissant en sa qualité référencée ci-dessus, représentée par Maître Catherine DESSOY, prénommée, en vertu de la procuration ci-dessus référencée, a déclaré souscrire au nom et pour le compte de IK VII - N° 1 Limited Partnership, IK VII - N°2 Limited Partnership, IK VII - N°3 Limited Partnership et IK VII - N°4 Limited Partnership, les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales, qui sont libérées intégralement en numéraire et réparties comme suit:

	Nombre de parts	Capital souscrit (EUR)
IK VII N°1 Limited Partnership .....	3.789	3.789.-
IK VII N°2 Limited Partnership .....	2.768	2.768.-
IK VII N°3 Limited Partnership .....	3.157	3.157.-
IK VII N°4 Limited Partnership .....	2.786	2.786.-
TOTAL .....	12.500	12.500.-

Toutes les parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par les prédits souscripteurs, de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.500,- (mille cinq cents Euros).

#### *Résolutions des associés:*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentés comme ci-avant et représentant la totalité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée

- Monsieur James YATES, avec adresse professionnelle à Brettenham House, 5, Lancaster Place, London WC2E 7EN, Royaume Uni, né le 22 juin 1972 à Chelmsford, Royaume Uni;

- Monsieur Shaun JOHNSTON, avec adresse professionnelle au 30-32 New Street, St. Helier, Jersey JE2 3RA, Iles Anglo Normandes, né le 14 juin 1965 à Birmingham, Royaume Uni;

- Madame Sandrine ANTON, avec adresse professionnelle à L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, née le 21 juin 1972 à Algrange, France;

- Madame Catherine DESSOY, avec adresse professionnelle au 31 rue d'Eich L-1461 Luxembourg, née le 14 décembre 1963 à Namur, Belgique.

La Société se trouvera engagée conformément à l'article 11 des statuts.

2. Le siège social de la Société est établi à L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: J. ROBBRECHT, S. MOUTINHO, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 02 février 2015. Relation: DAC/2015/1837. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 09 mars 2015.

Référence de publication: 2015080246/411.

(150092383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

**Fedon Industries S.r.l., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 70.770.

L'an deux mille quinze,

le quinze mai.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«Giorgio Fedon & Figli SpA», une société par actions constituée et existant sous le droit italien, établie et ayant son siège social à Via Dell'Occhiale, 11 - Vallesella 32040 Domegge di Cadore (BL), Codice fiscale e Partita I.V.A. 00193820255, immatriculée au registre des sociétés de Belluno, sous le numéro 00193820255, au capital social de 4'902'000.- EUR entièrement libéré,

ici représentée par:

Madame Sophie ERK, employée privée, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Pieve d'Alpago (Italie), le 12 mai 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps avec lui.

Laquelle partie comparante et représentée comme il est précis ci-avant, est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire») de «FEDON INDUSTRIES S.A.», (la «Société»), une société anonyme régie selon les lois luxembourgeoises, établie ayant son siège social actuel encore au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 60 7705, société constituée par le notaire instrumentant en date du 13 juillet 1999, lequel acte de constitution fut régulièrement publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), en date du 06 octobre 1999, sous le numéro 740 et page 35486.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire instrumentaire en date du 29 décembre 2003, publié au Mémorial, le 06 mars 2004, sous le numéro 270 et page 12940.

Laquelle partie comparante représentant l'intégralité du capital social d'un montant de DEUX MILLIONS D'EUROS (2'000'000.- EUR), lequel se trouve représenté par vingt mille (20'000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Actionnaire DECIDE d'approuver les comptes intérimaires et les comptes de profits et pertes de la Société arrêtés au 30 avril 2015.

Une copie de ces comptes a été donnée au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

*Deuxième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de changer la raison sociale de la Société en «Fedon Industries S.r.l.», società a responsabilità limitata.

### *Troisième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de fixer la durée de la Société une fois transférée en Italie, jusqu'au 31 décembre 2030.

### *Quatrième résolution*

L'Actionnaire DECIDE d'accepter la démission de tous les membres du conseil d'administration de la Société, composé à l'heure actuelle de (i) Monsieur Régis DONATI, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (ii) Monsieur Alexis DE BERNARDI, avec adresse professionnelle au 17 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, et de (iii) Monsieur Callisto FEDON, avec adresse professionnelle au 76, via Cogonie, I-32044 Pieve di Cadore(Belluno) [Italie] et du commissaire aux comptes de la Société, la société «ANTANI S.à r.l.», avec siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg et de leur accorder de même pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leurs mandats en tant qu'administrateurs et de commissaire aux comptes de la Société de droit luxembourgeois.

### *Cinquième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de transférer, avec effet immédiat, le siège social statutaire et le siège effectif de direction de la Société de Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg) en Italie et plus précisément à PIEVE D'ALPAGO (Province de Belluno) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969.

### *Sixième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de fixer la nouvelle adresse de la Société, une fois transférée en Italie à I-32010 Pieve D'Alpago (Belluno), via dell'Industria 5/9 (Italie).

### *Septième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de modifier l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article DEUX (2) des statuts refondus de la Société en langue italienne.

### *Huitième résolution*

L'Actionnaire DECIDE, afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «Fedon Industries S.r.l.» pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

## **Nouvelle version des statuts en langue italienne:**

### «STATUTO

della Società a Responsabilità Limitata denominata

"Fedon Industries S.r.l."

#### **Art. 1. Denominazione.**

1. La società è denominata: " Fedon Industries S.r.l."

#### **Art. 2. Oggetto.**

2. La Società ha per oggetto lo svolgimento, in via esclusiva, dell'attività di assunzione e di gestione di partecipazioni in altre società, consorzi, joint-venture, GEIE, associazioni, persone giuridiche in genere ed enti, sia in Italia che all'estero, non nei confronti del pubblico e non al fine della collocazione presso terzi, ma a titolo di stabile investimento.

E' espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal d.lgs. 58/1998.

Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale, la società, in via non prevalente e del tutto occasionale e strumentale, può inoltre effettuare tutte le operazioni mobiliari ed immobiliari ed ogni altra attività che sarà ritenuta necessaria o utile, contrarre mutui ed accedere ad ogni altro tipo di credito e/o operazione di locazione finanziaria, concedere garanzie reali, personali, pegni, privilegi speciali, e patti di riservato dominio, anche a titolo gratuito sia nel proprio interesse che a favore di terzi, anche non soci, purché non risulti vietata dalle leggi vigenti e comunque non nei confronti del pubblico.

#### **Art. 3. Sede.**

3. La società ha sede a Pieve D'Alpago (Belluno).

#### **Art. 4. Durata.**

4. La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2030.

**Art. 5. Capitale.**

5. Il capitale sociale è di Euro 2.000.000,00 (duemilioni virgola zero zero).

**Art. 6. Domiciliazione.**

6. Il domicilio dei soci, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Registro delle Imprese.

**Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni.**

7.1 Il trasferimento delle partecipazioni in violazione delle disposizioni di legge o di statuto non può essere opposto alla società ancorché depositato al Registro delle Imprese.

7.2 Per il trasferimento delle quote inter vivos è riservato ai soci, iscritti al Registro delle Imprese alla data della comunicazione dell'organo amministrativo di cui in seguito, il diritto di prelazione da esercitarsi globalmente per la totalità delle quote trasferende, a pena di decadenza, nei termini che seguono.

Il socio che intenda cedere in tutto o in parte la propria quota di partecipazione dovrà dare comunicazione di tale intendimento all'organo amministrativo, a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, indicando il prezzo della cessione, le condizioni dell'offerta, le modalità di pagamento e il nominativo dell'acquirente.

Entro i quindici giorni successivi al ricevimento della raccomandata contenente la manifestazione della volontà di cedere le quote, l'organo amministrativo, pure a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, dovrà dare comunicazione ai soci presso il domicilio risultante dal Registro delle Imprese, dell'offerta contenente prezzo, condizioni e nominativo dell'acquirente.

Ai soci spetterà il diritto di acquistare le citate quote alle stesse condizioni indicate nella comunicazione in proporzione alle partecipazioni da ciascuno possedute.

Qualora i soci a cui sono state offerte le quote in prelazione ritenessero incongruo il prezzo richiesto lo stesso sarà determinato da un terzo arbitratore ai sensi dell'art. 1473 c.c.. L'arbitratore sarà nominato di comune accordo tra le parti entro trenta giorni dalla affermata incongruità del prezzo richiesto, in difetto sarà nominato dal presidente del Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la società. L'arbitratore dovrà determinare l'effettivo prezzo di cessione entro trenta giorni dalla accettazione dell'incarico.

L'esercizio del diritto di prelazione avverrà da parte dei soci mediante lettera raccomandata spedita all'organo amministrativo entro il termine di decadenza di quindici giorni dalla data di ricevimento della comunicazione.

Qualora alcuni soci non esercitassero in termini il diritto di prelazione loro spettante, le quote per le quali non sia stato esercitato il diritto di prelazione saranno offerte dall'organo amministrativo, nei successivi quindici giorni, in prelazione ai soci che hanno esercitato il loro diritto di prelazione, in proporzione sempre alle quote possedute, con l'obbligo di effettuare la ulteriore prelazione entro quindici giorni dalla data della nuova offerta.

Qualora i soci non abbiano esercitato il diritto di prelazione come sopra descritto, il cedente potrà vendere liberamente le proprie quote purché l'atto di vendita con il terzo non socio sia perfezionato nel termine massimo di ulteriori 90 (novanta) giorni.

7.3 Il trasferimento a causa di morte, sia a titolo particolare che universale, è disciplinato dal Codice Civile.

**Art. 8. Recesso.**

8.1 Ai soci spetta il diritto di recesso ai sensi e nei casi previsti dalle leggi vigenti.

8.2 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente e del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

L'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro trenta giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro centoottanta giorni dall'esercizio del recesso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

**Art. 9. Esclusione.**

9. Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

**Art. 10. Amministratori.**

10.1 La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

a. da un amministratore unico;

b. da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di due ad un massimo di sette membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;

c. da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

10.2 Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico, oppure il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

10.3 Gli amministratori possono essere anche non soci.

#### **Art. 11. Durata della carica, revoca, cessazione.**

11.1 Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

11.2 Gli amministratori sono rieleggibili.

11.3.1 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

11.3.2 Salvo quanto previsto al successivo comma, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima assemblea.

11.3.3 Qualora per dimissioni o per altre cause venisse a cessare la maggioranza degli amministratori nominati dai soci ovvero, nel caso di consiglio di amministrazione di due componenti, anche un solo amministratore, l'intero consiglio di amministrazione si considera decaduto con effetto dalla nomina del nuovo organo amministrativo.

#### **Art. 12. Consiglio di amministrazione - Consultazione scritta e consenso per iscritto.**

12.1 Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

12.2 Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

12.3 La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi, a pena di decadenza, entro trenta giorni dal suo inizio.

12.4 Le decisioni del consiglio di amministrazione adottate con i metodi di cui al presente articolo sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

12.5 Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

#### **Art. 13. Adunanze del consiglio di amministrazione.**

13.1 In caso di richiesta della maggioranza degli amministratori e comunque nei casi previsti dalla legge, il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

13.2 In questo caso il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

13.3 La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, all'organo di controllo e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

13.4 Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

13.5 Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica e l'organo di controllo se nominato.

13.6 Il consiglio di amministrazione può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi, audio o video collegati, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati. Il consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trovano l'amministratore che presiede la riunione e il soggetto verbalizzante.

13.7 Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione, assunte con adunanza dello stesso, si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

13.8 Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

#### **Art. 14. Poteri dell'organo amministrativo.**

14.1 L'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società.

14.2 All'organo amministrativo spetterà l'adozione delle decisioni in relazione alle fusioni di cui all'articolo 2505 C.C.

14.3 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c.. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c..

14.4 Nel caso di consiglio di amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli amministratori delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro trenta giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo.

14.5 Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori disgiuntamente tra loro.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

14.6 Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

14.7 Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono i soci.

#### **Art. 15. Rappresentanza.**

15.1 L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

15.2 In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati e nei limiti e secondo le modalità di esercizio determinati nella decisione di delega.

15.3 Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

15.4 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

#### **Art. 16. Compensi degli amministratori.**

16.1 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

16.2 I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

16.3 In caso di nomina di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

**Art. 17. Organo di controllo.** Ove ne ricorrano i presupposti, la società potrà nominare o un organo di controllo ovvero un revisore ai sensi di Legge'.

#### **Art. 18. Decisioni dei soci.**

18.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

18.2 Non è necessaria la decisione dei soci che autorizzi l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della società nel registro delle imprese.

#### **Art. 19. Diritto di voto.**

19.1 I soci hanno diritto di voto nei limiti previsti dalla legge.

19.2 Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

19.3 Il socio moroso (o il socio la cui polizza assicurativa o la cui garanzia bancaria siano scadute o divenute inefficaci, ove prestate ai sensi dell'articolo 2466, comma quinto c.c.) non può partecipare alle decisioni dei soci.

#### **Art. 20. Consultazione scritta e consenso espresso per iscritto.**

20.1 Salvo quanto previsto al primo comma del successivo articolo, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

20.2 La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.



La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, da parte di tanti soci che rappresentino le maggioranze previste dall'articolo 25 del presente statuto.

Il procedimento deve concludersi, a pena di decadenza, entro 30 giorni dal suo inizio.

#### **Art. 21. Assemblea.**

21.1 Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nei numeri 4 e 5 dell'articolo 2479 C.C. comma 2, o abbiano ad oggetto la nomina dei liquidatori e la determinazione dei modi di svolgimento della liquidazione, nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

21.2 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dall'organo di controllo, se nominato, o anche da un socio.

21.3 L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dal Registro delle Imprese.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

21.4 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita nei modi previsti dalla Legge.

#### **Art. 22. Svolgimento dell'assemblea.**

22.1 L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione (nel caso di nomina del consiglio di amministrazione) o dall'amministratore più anziano di età (nel caso di nomina di più amministratori con poteri disgiunti o congiunti). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

22.2 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

22.3 L'assemblea può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, audio o video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

- a) sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno.

#### **Art. 23. Deleghe.**

23.1 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

23.2 Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

23.3 E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

23.4 La rappresentanza può essere conferita ad amministratori, all'organo di controllo o al revisore, se nominati.

#### **Art. 24. Verbale dell'assemblea.**

24.1 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio.

24.2 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

#### **Art. 25. Quorum deliberativi.**

25.1 Le deliberazioni assembleari e le decisioni dei soci sono assunte con le maggioranze previste dalla legge.

25.2 Nel caso di decisione dei soci assunta con consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale sociale.

25.3.1 Per introdurre i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

25.3.2 Per modificare o sopprimere i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

25.4 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

#### **Art. 26. Bilancio e utili.**

26.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

26.2 Il bilancio, redatto con osservanza delle norme di legge, è presentato per l'approvazione ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure, ove la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero quando lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società entro centoottanta giorni dalla sopradetta chiusura; in questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 C.C. le ragioni della dilazione.

26.3 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

#### **Art. 27. Scioglimento e liquidazione.**

27.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

27.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

#### **Art. 28. Clausola compromissoria.**

28. Tutte le controversie tra soci, tra soci e società, nonché quelle promosse da e nei confronti di amministratori, liquidatori ed organo di controllo, comunque relative al rapporto sociale, saranno risolte in via definitiva in conformità al Regolamento di mediazione/arbitrato di Curia Mercatorum. Il Collegio Arbitrale sarà integralmente nominato dalla Corte per la Risoluzione delle Controversie di Curia Mercatorum.

#### **Art. 29. Disposizioni finali.**

29. Per quanto qui non espressamente stabilito, si rinvia alle disposizioni di volta in volta vigenti in materia di società a responsabilità limitata.»

#### *Neuvième résolution*

Etant donné que les nouveaux statuts de la société prévoient la clôture de l'exercice social au 31 décembre de chaque année, l'exercice social en cours clôturera au 31 décembre 2015.

#### *Dixième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de nommer, pour une durée indéterminée en qualité de nouveau gérant unique de la Société une fois transférée en Italie, la personne suivante

Monsieur Angelo Da Col, né à Pieve di Cadore (Italie), le 05 mars 1954, résident à Pieve di Cadore, Via Regia 59, code fiscal: DCLNGL54C05G642N.

#### *Onzième résolution*

L'Actionnaire DECIDE en outre de conférer à:

(i) Dottor Stefano Brunello, Dottore Commercialista e Revisore Contabile (G.U. n. 31-bis del 21.04.95), né à Vicenza le 10 marzo 1965, résident à Treviso in Via Piazzetta, n. 20, codice fiscale BRNSFN65C10L840N; et

(ii) Dott.ssa Valeria Mangano, Dottore Commercialista e Revisore Contabile (G.U. n. 1- IV serie speciale del 4.01.2002) né à Padova (PD) le 23 aprile 1969, résidente à Treviso (TV) in Via Ghirada n. 102, Codice Fiscale MNGVLR69D63G224Y, et

(iii) Angelo Da Col, né à Pieve di Cadore (Italie), le 05 mars 1954, résident à Pieve di Cadore, Via Regia 59, code fiscal: DCLNGL54C05G642N,

tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier mandat leur est donné, chacun individuellement, de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

#### *Douzième résolution*

L'Actionnaire DECIDE de soumettre toutes les résolutions prises ci-avant, à la condition suspensive de l'enregistrement/inscription de la Société à Pieve D'Alpago (Belluno) (Italie) par les autorités italiennes.

*Confirmation*

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social de DEUX MILLIONS D'EUROS (2'000'000.- EUR) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la Société vers l'Italie et continuera d'incomber à l'actionnaire unique.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le prédit mandataire de la seule partie comparante susmentionnée, a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. ERK, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 mai 2015. Relation: EAC/2015/11099. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015078444/371.

(150089599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

**Maple Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 197.045.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of May,  
before us, Maître Marc Loesch, notary in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Maple EquityPar LP, an exempted limited partnership incorporated in the Cayman Islands, with registered office at the offices of Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands under number No. 82003 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Khadigea Klingele, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a power of attorney under private seal given on May 11, 2015,

such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name "Maple Bidco S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object.**

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire

by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

## **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000.-) represented by one million five hundred thousand shares (1,500,000) shares in registered form with a nominal value of one penny of a Great British Pound (GBP 0.01) each, all subscribed and fully paid-up, which are divided into:

- one million two hundred and fifty thousand hundred (1,250,000) ordinary shares (the Ordinary Shares);
- twenty-five thousand (25,000) class A shares,
- twenty-five thousand (25,000) class B shares,
- twenty-five thousand (25,000) class C shares,
- twenty-five thousand (25,000) class D shares,
- twenty-five thousand (25,000) class E shares,
- twenty-five thousand (25,000) class F shares,
- twenty-five thousand (25,000) class G shares,
- twenty-five thousand (25,000) class H shares,
- twenty-five thousand (25,000) class I shares, and
- twenty-five thousand (25,000) class J shares.

The class A shares, the class B shares, the class C shares, the class D shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares, the class H shares, the class I shares and the class J shares will be hereafter collectively referred to as the Preference Shares.

5.2. In addition to the contributions to the Company in the form of corporate capital as set forth in the above article 5.1, new shareholders or existing shareholders may subscribe to shares by payments made to the corporate capital and, as the case may be, also through payments made to the share premium account linked to the newly issued shares. The Company may also, without limitation, accept equity contributions without issuing shares in consideration and may credit these contributions to a special equity reserve/capital surplus account (account 115).

5.3. The share capital of the Company may be increased or decreased by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.4. A reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares may only be made within the respective Class Periods.

5.5. The period for the class A shares is the period starting on the date of the notarial deed of incorporation of the Company and ending no later than on 31 December 2015 (the Class A Period).

The period for the class B shares is the period starting on the day following the last day of the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the Class B Period).

The period for the class C shares is the period starting on the day following the last day of the Class B Period and ending on no later than on 31 December 2017 (the Class C Period).

The period for the class D shares is the period starting on the day following the last day of the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the Class D Period).

The period for the class E shares is the period starting on the day following the last day of the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the Class E Period).

The period for the class F shares is the period starting on the day following the last day of the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the Class F Period).

The period for the class G shares is the period starting on the day following the last day of the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the Class G Period).

The period for the class H shares is the period starting on the day following the last day of the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the Class H Period).

The period for the class I shares is the period starting on the day following the last day of the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the Class I Period).

The period for the class J shares is the period starting on the day following the last day of the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the Class J Period).

5.6. Where a class of Preference Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of Preference Shares can be made during a new period (the New Period) which shall start on the date following the last day of the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day following the last day of the Class J Period and the class of Preference Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Preference Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Preference Shares and shall continue to end on the day such as initially defined in articles 5.5. and 5.6 (as the case may be) above.

5.7. Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.8. The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above to be retained shall be determined by the Sole Manager or, in case of plurality of managers the Board of Managers (as both terms defined below) in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the Sole Manager or, in case of plurality the Board of Managers can choose at his (its) sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

5.9. For the purposes of this Article 5, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- "Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles and

(iv) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the Sole Manager or, in case of plurality of managers the Board of Managers of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- "Available Liquidities" shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and

any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

- “Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be).

- “Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

- “Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- “Interim Account Date” shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preference Shares.

- “Law” shall mean the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time.

- “Profit Entitlement” shall mean the preferred dividends of the Preference Shares.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In case of emergency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meetings of shareholders

##### Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

##### Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

##### Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

##### Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward, in accordance with applicable legal provisions and in accordance with the provisions of the Articles, in particular article 15.5 below.

15.3. The share premium account or special equity reserve/capital surplus account (account 115) may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account or special equity reserve/capital surplus account (account 115) to the legal reserve account.

15.4. Interim dividends may be declared and distributed by the Board, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

15.5. In case of distribution of dividends, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

(i) first to the holder(s) of Ordinary Shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.60 % of the nominal value of the Ordinary Shares;

(ii) then to the holder(s) of the class A shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the class A shares;

(iii) then to the holder(s) of the class B shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the class B shares;

(iv) then to the holder(s) of the class C shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the class C shares;

(v) then to the holder(s) of the class D shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the class D shares;

(vi) then to the holder(s) of the class E shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the class E shares;

(vii) then to the holder(s) of the class F shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the class F shares;

(viii) then to the holder(s) of the class G shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the class G shares;

(ix) then to the holder(s) of the class H shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the class H shares;

(x) then to the holder(s) of the class I shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the class I shares; and

(xi) then to the holder(s) of the class J shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the class J shares.

The balance shall be allocated to the holder(s) of the Preference Shares pursuant to a decision taken by the general meeting of shareholders.

## **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. In the event of a return of capital on liquidation, dissolution or winding up of the Company, the assets of the Company available for distribution among the shareholders shall be applied so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

## **VI. General provision**

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2015.

### *Subscription - Payment*

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declared to subscribe to one million five hundred thousand (1,500,000) shares in registered form, with a nominal value of one penny of a Great British Pound (GBP 0.01) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000.-).

The amount of fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved by way of a blocking certificate to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300).



### *Resolutions of the Sole Shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967, in Casablanca, Morocco, and residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960, in Amsterdam, the Netherlands, and residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mrs. Katherine Margaret RALPH, company manager, born on April 19, 1978 in Colchester, United Kingdom, and residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le quinze mai,

par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Maple EquityPar LP, une société à responsabilité limitée exemptée constituée aux Iles Caïman, ayant son siège social dans les bureaux de Mourant Ozannes Corporate Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Iles Caïman, enregistrée auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïman sous le numéro No. 82003 (l'Associé Unique);

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 mai 2015,

laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Maple Bidco S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra

en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

#### **4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-), représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un centime de livre sterling (GBP 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées comme suit:

- un million deux-cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires);
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe A;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe B;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe C;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe D;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe E;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe F;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe G;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe H;
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe I; et
- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe J.

Les parts sociales de classe A, les parts sociales de classe B, les parts sociales de classe C, les parts sociales de classe D, les parts sociales de classe E, les parts sociales de classe F, les parts sociales de classe G, les parts sociales de classe H, les parts sociales de classe I et les parts sociales de classe J seront ci-après collectivement dénommées les Parts Sociales Préférentielles.

5.2. Outre les apports effectués à la Société sous la forme de capital social tel qu'indiqué dans l'article 5.1 ci-dessus, les nouveaux associés ou associés existants peuvent souscrire aux parts sociales en effectuant des paiements au capital social, et, selon le cas, ils peuvent également souscrire aux parts sociales par le biais de paiements au compte de prime d'émission lié aux parts sociales nouvellement émises. La Société peut également, sans limitation, accepter des apports en capital sans émission de parts sociales en contrepartie et elle peut inscrire les apports au crédit d'un compte de réserve spécial /compte d'excédent de capital (compte 115).

5.3. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.4. Une réduction du capital social de la Société au moyen du remboursement d'une classe de Parts Sociales Préférentielles peut uniquement avoir lieu dans la Période de Classe correspondante.

5.5. La période pour les parts sociales de classe A est la période commençant à la date de l'acte notarié de constitution de la Société et se terminant au plus tard le 31 décembre 2015 (la Période de Classe A).

La période pour les parts sociales de classe B est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe A et se terminant au plus tard le 31 décembre 2016 (la Période de Classe B).

La période pour les parts sociales de classe C est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe B et se terminant au plus tard le 31 décembre 2017 (la Période de Classe C).

La période pour les parts sociales de classe D est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe C et se terminant au plus tard le 31 décembre 2018 (la Période de Classe D).

La période pour les parts sociales de classe E est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe D et se terminant au plus tard le 31 décembre 2019 (la Période de Classe E).

La période pour les parts sociales de classe F est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe E et se terminant au plus tard le 31 décembre 2020 (la Période de Classe F).

La période pour les parts sociales de classe G est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe F et se terminant au plus tard le 31 décembre 2021 (la Période de Classe G).

La période pour les parts sociales de classe H est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe G et se terminant au plus tard le 31 décembre 2022 (la Période de Classe H).

La période pour les parts sociales de classe I est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe H et se terminant au plus tard le 31 décembre 2023 (la Période de Classe I).

La période pour les parts sociales de classe J est la période commençant le lendemain de l'expiration de la Période de Classe I et se terminant au plus tard le 31 décembre 2024 (la Période de Classe J).

5.6. Lorsqu'une classe de Parts Sociales Préférentielles n'a pas été remboursée et annulée dans la Période de Classe correspondante, le remboursement et l'annulation d'une telle classe de Parts Sociales Préférentielles peut avoir lieu durant une nouvelle période (la Nouvelle Période) débutant le lendemain de l'expiration de la dernière Période de Classe (ou le cas échéant, le lendemain de l'expiration de la précédente Nouvelle Période d'une autre classe) et se terminant au plus tard un an après la date de début de cette Nouvelle Période. La première Nouvelle Période commencera le jour après l'expiration de la Période de Classe J et les classes de Parts Sociales Préférentielles non-remboursée et non-annulées lors de leurs Périodes de Classe respectives seront prises dans l'ordre de la classe A à la classe J (pour autant qu'elles n'aient pas été précédemment remboursées et annulées).

Dans un souci de clarté, dans le cas où un remboursement et une annulation d'une classe de Parts Sociales Préférentielles aurait lieu avant le dernier jour de sa Période de Classe respective (ou le cas échéant, Nouvelle Période), la Période de Classe suivante (ou le cas échéant, Nouvelle Période) commencera le jour suivant le remboursement et l'annulation de la classe de Parts Sociales Préférentielles concernée, et durera jusqu'à la fin de la période initialement prévue, le cas échéant, aux articles 5.5. et 5.6. ci-dessus.

5.7. Lors du remboursement et de l'annulation d'une classe entière, le Montant d'Annulation sera dû et payable par la Société à(aux) actionnaire(s) au pro rata de leurs détentions dans cette classe. Pour éviter tout doute sur la question, la Société peut effectuer son paiement en espèces, en nature ou par compensation.

5.8. Le Montant d'Annulation mentionné au paragraphe précédent sera déterminé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance (tels que ces deux termes sont définis ci-dessous), à sa discrétion raisonnable et dans le meilleur intérêt de la Société. Pour éviter tout doute sur la question, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut choisir à sa seule discrétion d'inclure ou d'exclure dans sa détermination du Montant d'Annulation les réserves librement distribuables, que ce soit en tout ou en partie.

5.9. Aux fins de cet article 5, les termes suivants repris en majuscules ont les significations suivantes:

- «Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (en ce compris les bénéfices reportés), augmenté par (i) toutes réserves librement distribuables et (ii) selon les cas, par le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale en relation avec la classe de Parts Sociales Préférentielles qui sera rachetée et annulée mais réduit par (i) toutes pertes (en ce compris les pertes reportées) exprimées comme positives et (ii) toutes sommes qui seront mises en réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des Statuts, chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, afin d'éviter toute confusion, qu'il n'y ait de double comptage) (iii) tout dividende auquel serait attribué un détenteur de Parts Sociales Ordinaires conformément aux Statuts, de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale en relation avec la classe de Parts Sociales Préférentielles qui sera annulée

L = pertes (y compris les pertes reportées) exprimées comme positives

LR = toutes sommes qui seront mises en réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des Statuts

OD = tout dividende auquel serait attribué un détenteur de Parts Sociales Ordinaires conformément aux statuts

PE = Droit aux Bénéfices

Le Montant Disponible doit être fixé dans les Comptes Intérimaires de la Période de Classe concernée et doit être approuvé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société, de bonne foi et en ayant à l'esprit la capacité de la Société à continuer ses activités.

- «Liquidités Disponible» signifie (i) toutes les liquidités détenues par la Société (sauf les liquidités en dépôt à terme dont la date de maturité excède six (6) mois), (ii) tout instrument négociable sur le marché monétaire, obligations et billets et toute créance qui, selon le Conseil de Gérance, sera payée à la Société à court terme, en déduisant tout endettement ou autre dette de la Société payable à moins de six (6) mois tel que déterminé par les Comptes Intérimaires relatif à la Période de Classe concernée (ou Nouvelle Période, le cas échéant) et (iii) tout actif tel que des actions, titres ou autres détenu par la Société.

- «Montant d'Annulation» signifie un montant n'excédant pas le Montant Disponible relatif à la Période de Classe concernée (ou Nouvelle Période, le cas échéant), pour autant que ce Montant d'Annulation ne soit pas plus élevé que les Liquidités Disponibles relatives à la Période de Classe concernée (ou Nouvelle Période, le cas échéant).

- «Période de Classe» signifie chaque Période de Classe A, Période de Classe B, Période de Classe C, Période de Classe D, Période de Classe E, Période de Classe F, Période de Classe G, Période de Classe H, Période de Classe I, et Période de Classe J.

- «Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

- «Date des Comptes Intérimaires» signifie la date située pas avant trente (30) jours, mais pas après dix (10) jours avant la date de remboursement et d'annulation de la classe concernée de Parts Sociales Préférentielles.

- «Loi» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

- «Droit aux Bénéfices» signifie les dividendes préférentiels des Parts Sociales Préférentielles.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Conseil de gérance.**

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

#### **Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.**

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

#### **Art. 9. Procédure.**

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre

du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée générale des associés

##### Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

##### Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables et en respectant les dispositions des Statuts, en particulier l'article 15.5. ci-dessous.

15.3. Le compte prime d'émission ou compte de réserve spécial /compte d'excédent de capital (compte 115) peuvent être distribués aux associés par décision prise en assemblée générale des associés conformément aux dispositions ci-après. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission ou compte de réserve spécial /compte d'excédent de capital (compte 115) au compte de réserve légale.

15.4. Des dividendes intérimaires peuvent être déclarés et distribués par le Conseil, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et
- (v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

15.5. En cas de distribution de dividendes, un tel dividende sera alloué et payé dans l'ordre suivant:

- (i) premièrement au(x) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,60 % de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires;
- (ii) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe A, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,10 % de la valeur nominale des parts sociales de classe A;
- (iii) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe B, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,15 % de la valeur nominale des parts sociales de classe B;
- (iv) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe C, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,20 % de la valeur nominale des parts sociales de classe C;
- (v) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe D, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,25 % de la valeur nominale des parts sociales de classe D;
- (vi) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe E, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,30 % de la valeur nominale des parts sociales de classe E;
- (vii) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe F, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,35 % de la valeur nominale des parts sociales de classe F;
- (viii) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe G, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,40 % de la valeur nominale des parts sociales de classe G;
- (ix) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe H, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,45 % de la valeur nominale des parts sociales de classe H;
- (x) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe I, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,50 % de la valeur nominale des parts sociales de classe I; et
- (xi) ensuite au(x) détenteur(s) de parts sociales de classe J, qui auront le droit de recevoir un dividende représentant 0,55 % de la valeur nominale des parts sociales de classe J.

Les revenus restant seront alloués au(x) détenteur(s) de Parts Sociales Préférentielles conformément à une décision prise par l'assemblée générale des actionnaires.

## **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. En cas d'un rendement de capital sur la liquidation ou la dissolution de la Société, les actifs de la Société disponibles pour une distribution parmi les associés seront distribués aux associés de façon à parvenir sur une base globale au même résultat économique que par l'application des règles de distribution applicables aux distributions de dividendes.

## **VI. Disposition générale**

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

### *Disposition transitoire*

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

### *Souscription - Libération*

Ces faits exposés, l'Associé Unique, prénommé et représenté comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime de livre sterling (GBP 0,01) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-).

La somme de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au moyen d'un certificat de blocage au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

88367

*Coûts*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

*Décisions de l'Associé Unique*

Et aussitôt, l'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée illimitée:

- M. Jabir CHAKIB, gérant de sociétés, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, et ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Hugo NEUMAN, gérant de sociétés, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, et demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Mme. Katherine Margaret RALPH, gérante de sociétés, née le 19 avril 1978 à Colchester, Royaume-Uni, et ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, Royaume-Uni.

2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Klingele, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 19 mai 2015. GAC/2015/4259. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): C. PIERRET.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 26 mai 2015.

Référence de publication: 2015077853/673.

(150089099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

**Mapole Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3374 Leudelage, 12, Domaine Schaeferf.

R.C.S. Luxembourg B 167.354.

L'an deux mil quinze, le dix-neuf mai

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société à responsabilité limitée

MAPOLE S.à r.l.

établie et ayant son siège social à L-9861 Roullingen, 14, am Duerf,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 167.354,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 février 2012, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 18 avril 2012, numéro 1.004, page 48.179,

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des résolutions qu'elles ont prises à l'unanimité des voix.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Philippe MATHIEU, gérant de société, né le 6 février 1959 à Namur (Belgique), demeurant à B-5575 Gedinne, 6 rue Léon Mathieu.

2) Monsieur Maurice PONCELET, gérant de société, né le 29 octobre 1955 à Gedinne (Belgique), demeurant à B-5575 Gedinne, 32a rue Emile Montreuil.

3) Monsieur Raphaël LEDECQ, gérant de société, né le 8 juillet 1975 à Fribourg (Suisse), demeurant à B-5340 Faulx-les-Tombes, 8 Fond du Hainaut.

Lesquelles parties comparantes et représentées déclarent être les associés de la société à responsabilité limitée

Les sub 1) et 2) sont représentés par Monsieur Raphaël LEDECQ, gérant de société, né le 8 juillet 1975 à Fribourg (Suisse), demeurant à B-5340 Faulx-les-Tombes, 8 Fond du Hainaut, en vertu de deux procurations sous seing privé lui

délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des résolutions qu'elles ont prises à l'unanimité des voix.

*Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle à sa nouvelle adresse sise à L-3374 LEUDELANGE, Domaine Schaeferf, 12.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de modifier par conséquent l'article 4 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi dans la Commune de Leudelange.»

*Déclaration en matière de blanchiment*

Les associés / comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

*Estimation des frais*

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cent cinquante euros (1.150.-€). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux parties comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom usuel, état et résidence, elles ont signé ensemble avec Nous, notaire, la présente minute.

Signés: R. LEDECQ, K.REUTER.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 2, le 21 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11196. Reçu douze euros 12.- €.

*Le Receveur (signé): MULLER.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 29 mai 2015.

Référence de publication: 2015079671/58.

(150091196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---

**Hereford Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44F, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 134.375.

La société a établi son siège social au 44F, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015080449/9.

(150091963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

---

**Berbo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6238 Braidweiler, 26, rue Hicht.

R.C.S. Luxembourg B 101.771.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 mai 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015079155/11.

(150090849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

---